



CHAPITRE 173

Loi concernant Le Centre de Psychologie et de Pédagogie

[Sanctionnée le 14 février 1958]

Préam-
bule.

ATTENDU que la société, Centre de Psychologie et de Pédagogie a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est une corporation constituée en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 290 et ses amendements) et qu'elle est régie par les dispositions de ladite loi;

Que depuis sa formation, en 1944, elle s'est considérablement développée;

Que pour l'expédition de ses affaires, il est opportun de nommer un comité exécutif de cinq personnes choisies en majorité parmi ses administrateurs;

Que pour défrayer le coût de la construction et de l'aménagement de son nouveau siège social et des nouvelles immobilisations exigées par son développement, elle désire obtenir un nouveau pouvoir d'emprunt et aussi le pouvoir d'émettre des obligations, bons ou autres valeurs;

Qu'elle désire obtenir le pouvoir de choisir son gérant en dehors des membres de la société;

Qu'elle désire pouvoir adopter un règlement fixant les conditions d'éligibilité des administrateurs;

Qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 173

An Act respecting Le Centre de Psychologie et de Pédagogie

[Assented to, the 14th of February, 1958]

WHEREAS the society Centre de Psychologie et de Pédagogie has, by its petition, represented:

That it is a corporation constituted under the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 290 and its amendments) and is governed by the provisions of the said act;

That since its formation in 1944 it has expanded considerably;

That for the carrying out of its affairs it is expedient to appoint an executive committee of five persons, the majority of them to be chosen from amongst its directors;

That to defray the cost of the construction and of the equipment of its new corporate seat and of the new capital expenditures required by its expansion, it desires to obtain further borrowing powers and also the power to issue debentures, bonds or other securities;

That it wishes to be empowered to choose its manager from outside the membership of the society;

That it wishes to be empowered to pass a by-law determining the qualifications of the directors;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Disposi-
tions ap-
plicables.

1. La corporation, Centre de Psychologie et de Pédagogie, ci-après appelée "la société", est régie, sauf dans le cas où la présente loi en dispose autrement, par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, (Statuts refondus, 1941, chapitre 290 et ses modifications).

S.R.,
c. 290,
a. 15a, aj.
pour la
société.

2. La Loi des syndicats coopératifs de Québec est modifiée, pour la société, en y ajoutant après l'article 15, le suivant:

Comité
exécutif.

"**15a.** 1. Le conseil d'administration peut, s'il y est autorisé par règlement, nommer un comité exécutif de cinq personnes choisies en majorité parmi les administrateurs.

Pouvoirs.

2. Le règlement détermine les pouvoirs et devoirs du comité exécutif et peut fixer une rémunération à ses membres.

Quorum,
etc.

3. Le quorum est de trois et les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Président.

4. Le conseil d'administration doit désigner le président de l'exécutif.

Destitu-
tion et
rempla-
cement.

5. Si un membre du comité ne remplit pas ses devoirs à la satisfaction du conseil d'administration, ce dernier peut en tout temps le destituer et le remplacer."

S.R.,
c. 290,
a. 16a, aj.
pour la
société.

3. La Loi des syndicats coopératifs de Québec est modifiée, pour la société, en remplaçant le paragraphe 2 de l'article 16, par l'article suivant:

Pouvoirs
du conseil
d'admini-
stration.

"**16a.** 1. Le conseil d'administration de la société, s'il y est autorisé par un règlement approuvé par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à une assemblée générale convoquée à cet effet, peut:

a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la société;

b) émettre des obligations ou autres valeurs de la société et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et somme jugés convenables, pourvu que la somme totale de ces obligations n'excède en aucun temps un million et demi de dollars;

c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en

1. The corporation, Centre de Psychologie et de Pédagogie, hereinafter called "the society", shall be governed, except where otherwise provided for by this act, by the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 290 and its amendments).

Provisions
to apply.

2. The Quebec Cooperative Syndicates Act is amended, for the society, by adding after section 15, the following:

R.S.,
c. 290,
s. 15a,
added for
society.

"**15a.** 1. The board of management may, if so authorized by by-law, appoint an executive committee of five persons, the majority of whom shall be chosen from amongst the directors.

Board of
manage-
ment.

2. The by-law shall determine the powers and duties of the executive committee and may fix a remuneration for its members.

Powers.

3. The quorum shall be three and decisions shall be taken by a majority of the members present.

Quorum,
etc.

4. The board of management must designate the chairman of the executive committee.

Chair-
man.

5. If a member of the committee does not perform his duties to the satisfaction of the board of management, the latter may at any time dismiss and replace him."

Dismissal
and
replace-
ment.

3. The Quebec Cooperative Syndicates Act is amended, for the society, by replacing subsection 2 of section 16, by the following section:

R.S.,
c. 290,
s. 16a,
added for
society.

"**16a.** 1. The board of management of the society, if so authorized by by-law approved by the vote of at least two-thirds of the members present at a general meeting called for the purpose may:

Powers of
board of
manage-
ment.

a. borrow money on the credit of the society;

b. issue bonds or other securities of the society and give the same in guarantee or sell them at such price and for such sums as may be deemed advisable, provided that the total amount of such bonds shall at no time exceed one and one-half million dollars;

c. notwithstanding the provisions of the Civil Code, mortgage, hypothecate or

gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs de la société, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés, par acte de fidéicommiss conformément aux articles 23 et 24 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou de toute autre manière;

d) hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la société, ou donner diverses espèces de garanties pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligation ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la société.

2. Les restrictions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la société au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la société ou en faveur de la société."

S.R.,
c. 290,
a. 17, am.
pour la
société.

Gérant.

4. L'article 17 de la Loi des syndicats coopératifs de Québec est modifié, pour la société, en y ajoutant après le premier alinéa, l'alinéa suivant:

"Nonobstant l'alinéa précédent, le gérant peut être choisi en dehors des membres de la société."

S.R.,
c. 290,
a. 28a, aj.
pour la
société.

5. La Loi des syndicats coopératifs de Québec est modifiée, pour la société, en ajoutant après l'article 28, l'article suivant:

Règle-
menta-
tion.

"28a. La société peut adopter un règlement stipulant que:

Seuls sont éligibles au conseil d'administration:

a) Les membres actifs qui possèdent une licence en pédagogie ou en psychologie ou une qualification reconnue équivalente par l'assemblée générale;

b) les membres actifs qui ne possèdent pas les qualifications exigées à l'alinéa précédent mais qui occupent en éducation un poste jugé important par l'assemblée générale;

c) les délégués des sociétés ou corporations membres pourvu qu'ils possèdent

pledge the moveable or immoveable property, present or future of the society, to secure the payment of such bonds or other securities, or give a part only of such guarantees for the same purposes; and constitute the mortgage, hypothec or pledge above mentioned by trust deed, in accordance with sections 23 and 24 of the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or in any other way;

d. hypothecate or pledge the immoveables, or pledge or otherwise encumber in any manner the moveable property of the society, or give various kinds of guarantees, to ensure the payment of borrowings made otherwise than by the issue of bonds, as well as the payment or performance of the other debts, contracts and liabilities of the society.

2. The restrictions of this section shall not apply to loans contracted by the society by means of bills of exchange or notes made, drawn, accepted or endorsed by the society or in its favour."

4. Section 17 of the Quebec Cooperative Syndicates Act is amended, for the society, by adding after the first paragraph, the following paragraph:

"Notwithstanding the preceding paragraph, the manager may be chosen from outside the membership of the society."

R.S.,
c. 290,
s. 17, am.
for so-
ciety.

Manager.

5. The Quebec Cooperative Syndicates Act is amended, for the society, by adding after section 28, the following section:

R.S.,
c. 290,
s. 28a,
added for
society.

"28a. The society may pass a by-law enacting that:

The following only shall be eligible to the board of management:

a. Active members who hold a degree in pedagogy or psychology or a qualification recognized as equivalent by the general meeting;

b. Active members who do not possess the qualifications required by the preceding paragraph, but who hold in the field of education a position deemed important by the general meeting;

c. The delegates of member societies or corporations provided that they possess

Regula-
tion.

les qualifications exigées au paragraphe
a ou b du présent article."

the qualifications required by paragraph
a or b of this section."

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur
le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on ^{Coming}
the day of its sanction. _{into force.}